



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N °BCTE/2025-93 DU 23 SEPTEMBRE 2025
portant prescription relative à la construction d'un hangar de stockage de la Société JM
POLYMERS à SAINT-ROMAIN-LACHALM (43620)

**Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2025-28 du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 (stockage de polymères) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DAI-B1/2008-208 du 11 juin 2008, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DIPPAL-B3/2012-108 du 15 juin 2012 ;

VU le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant le 1^{er} août 2025 pour présenter son projet de construction d'un hangar de stockage fermé de 3 côtés, équipé en surimposition de panneaux photovoltaïques ainsi que les modifications apportées sur le site depuis 2012, notamment la mise en place de deux tunnels de stockage bâchés et l'arrêt des activités de broyage et de régénération de polymères ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 4 août 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 12 septembre 2025 ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté, par courriel en date du 17 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que les pièces transmises par l'exploitant sont suffisantes pour apprécier les impacts et risques de la création d'un hangar de stockage fermé de 3 côtés, équipé en surimposition de panneaux photovoltaïques ;

CONSIDÉRANT que les produits stockés sous les deux tunnels de stockage bâchés ne sont pas classés au titre de la nomenclature des ICPE ;

CONSIDÉRANT que l'arrêt des activités de broyage et de régénération de polymères avait été porté à connaissance du préfet de Haute-Loire par un courrier reçu en préfecture le 28 juillet ;

SUR PROPOSITION de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Haute-Loire :

ARRÊTE

Article 1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société JM POLYMERS dont le siège social est situé à SAINT-ROMAIN-LACHALM (43620), zone industrielle de Chambaud, est autorisée à exploiter à la même adresse les installations détaillées dans les articles suivants, sous réserve du respect des prescriptions :

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DAI-B1/2008-208 du 11 juin 2008, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DIPPAL-B3/2012-108 du 15 juin 2012 ;
- de l'arrêté ministériel suivant pour ses dispositions applicables aux installations existantes et pour toutes ses dispositions concernant les installations nouvelles :

- arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 (stockage de polymères) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté modifient et complètent les dispositions de l'arrêté préfectoral du n°DAI-B1/2008-208 du 11 juin 2008, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DIPPAL-B3/2012-108 du 15 juin 2012 sus-visés, et entraînent l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques de l'arrêté du 15 juin 2012.

Article 1.3. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau ci-après se substitue aux tableaux de classement des arrêtés préfectoraux réglementant le site, et notamment le dernier en vigueur figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2012 :

Activités	Rubrique	Seuil	Nature de l'installation	Régime
Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. par des procédés exigeant des conditions de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc...), la quantité susceptible d'être traitée étant : a) supérieure ou égale à 70 t/j	2661-1-a	70 t/j	5 lignes de compoundage : 288 t/j 3 lignes additifs : 26 t/j total : 314 t/j	A
Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations	2662-1	1 000 m ³	Silos : 320 m ³ Palettes : 2 180 m ³	E

classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³			total : 2 500 m ³	
--	--	--	------------------------------	--

A (autorisation) ; E (enregistrement)

Article 1.4. Situation de l'établissement

La situation de l'établissement se substitue à la situation des arrêtés préfectoraux réglementant le site, et notamment la dernière en vigueur figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2012 :

Parcelles occupées	000D826, 000D831, 000D833 et 000D847 de la section OD de la commune de Saint-Romain-Lachalm
Coordonnées géographiques Lambert 93	X : 806555,28m ; Y : 6462225,65 m
Altitude	924 m

Article 1.5. Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où leur acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 1.6. Publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté complémentaire est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet (SAINT-ROMAIN-LACHALM) et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet (SAINT-ROMAIN-LACHALM) pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État de Haute-Loire, pendant une durée minimale de quatre mois.

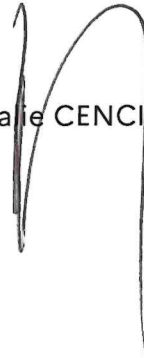
Article 1.7. Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Loire, le Sous-Préfet d'Yssingeaux, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire de SAINT-ROMAIN-LACHALM sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Puy en Velay, le 23 septembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,

Nathalie CENCIC

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a tall vertical stroke and a large loop at the top.